
Alain Bergounioux
est directeur de *La Revue socialiste*.

L'école française et les autres

Depuis les années 1950, le débat sur l'école n'a pas cessé. Il risque même de s'intensifier dans les mois à venir, avec notamment les réformes en cours de l'université et du lycée qui sont au cœur des préoccupations de millions de Français. En même temps, il est sous-tendu par un formidable paradoxe, les réformes se font souvent au nom de la démocratisation – les valeurs républicaines conduisant à vouloir des chances égales pour tous – et le système demeure pourtant fortement inégalitaire.

L'élitisme, cependant, est à la fois critiqué et loué, à droite souvent mais aussi à gauche où il devient alors « élitisme républicain » pour reprendre les termes de Jean-Pierre Chevènement en 1984. Qu'en penser sur le fond ? Un livre récent de deux sociologues, Christian Baudelot et Roger Establet, intitulé justement *L'élitisme républicain*, avec comme sous-titre *L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, permet de faire le point. *La Revue*

Socialiste a demandé à deux lecteurs de donner leur analyse après une courte présentation des thèses du livre.

Les deux auteurs fondent leur analyse sur une comparaison internationale s'appuyant sur les enquêtes réalisées par le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Ce qui permet à la fois de sortir de controverses par trop nationales et d'avoir une vue d'ensemble

Les deux auteurs fondent leur analyse sur une comparaison internationale s'appuyant sur les enquêtes réalisées par le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Ce qui permet de sortir de controverses par trop nationales et d'avoir une vue d'ensemble pour la « compréhension de l'écrit », la « culture mathématique » et la « culture scientifique ».

pour la « compréhension de l'écrit », la « culture mathématique » et la « culture scientifique ». L'intérêt de ces enquêtes n'est pas d'établir un palmarès international – la France se trouve dans la moyenne des pays de l'OCDE – mais d'être un outil de connaissance. Ces enquêtes sont structurées par deux valeurs clefs : la démocratie et l'efficacité. L'évaluation porte sur l'ensemble des élèves de 15 ans indépendamment de la classe qu'ils fréquentent au moment des tests. Ces enquêtes ne mesurent pas principalement des connaissances mais des compétences et des aptitudes. Elles considèrent que la finalité fondamentale de l'école est de former des citoyens autonomes, capables d'exploiter dans leur vie d'adulte, professionnelle et quotidienne, le capital de connaissances et de savoirs transmis par l'école. La polémique sur le fait que ces enquêtes ne mesureraient pas les qualités cultivées dans l'enseignement français sont vaines. Car celles réalisées en France, par le ministre de l'Éducation lui-même, donnent des résultats semblables. À la fin du lycée, environ 60 % d'une génération obtient le baccalauréat, 20 % un diplôme de l'enseignement professionnel et 20 % aucun diplôme. La même année PISA montre que pour les élèves de 15 ans, 50 % ont un bon niveau, 35 % un niveau médiocre et 15 % un niveau très faible. Et les systèmes scolaires qui ont les meilleurs résultats, appartiennent à des aires culturelles différentes (Finlande, Canada, Corée du Sud). À l'école – comme dans la société – la médiocrité des scores moyens est en grande partie imputable à l'ampleur des écarts entre la tête et la queue d'une classe d'âge.

Quels sont donc les principaux enseignements de cette comparaison internationale ? Six chapitres les détaillent. Le premier enseignement est que « l'égalité » va avec « l'efficacité ». Les études montrent dans chaque pays de l'OCDE que le volume de l'élite scolaire est inversement proportionnel au volume de l'échec scolaire. Moins il y a de mauvais élèves, plus il y a d'excellents élèves. Faire porter des efforts sur une école de masse ne contredit pas

la recherche d'une élite. Or, les résultats montrent un écart qui se creuse entre les élèves en difficulté et l'élite scolaire.

Le deuxième enseignement porte sur une particularité française, le redoublement. En 2003, seuls 59 % des élèves français n'avaient pas connu un redoublement ! Deux tiers des pays de l'OCDE enregistrent seulement un taux de retard de 20 % des élèves de 15 ans. Les pays qui arrivent en tête pour leurs résultats (Islande, Norvège, Japon, Corée du Sud) ne comptent à 15 ans aucun élève en retard. Or, les élèves en retard ont des résultats régulièrement inférieurs lors des épreuves d'évaluation – à noter, cependant, les bons résultats de trois pays qui pratiquent le redoublement (mais il est vrai dans de faibles proportions). Le redoublement est, qui plus est, inégalement distribué selon les établissements scolaires. Les résultats amènent à penser que la construction d'un tronc réellement commun est une mesure efficace – évidemment si l'on prend la mesure de l'environnement scolaire avec les différences qu'il entraîne.

Le troisième enseignement porte sur l'importance du milieu socio-économique collectif des établissements qui tend à avoir un impact plus important sur le rendement de l'apprentissage que le milieu socio-économique individuel des élèves. Les enquêtes soulignent le paradoxe français : la France, pays où le principe républicain de l'égalité des chances est

« L'égalité » va avec « l'efficacité ». Les études montrent dans chaque pays de l'OCDE que le volume de l'élite scolaire est inversement proportionnel au volume de l'échec scolaire. Moins il y a de mauvais élèves, plus il y a d'excellents élèves. Faire porter des efforts sur une école de masse ne contredit pas la recherche d'une élite. Or, les résultats montrent un écart qui se creuse entre les élèves en difficulté et l'élite scolaire.

le plus revendiqué, est aussi le pays où les destins scolaires sont le plus fortement liés au « capital culturel » des familles – qui compte plus que les revenus des familles. Certains pays corrigent mieux les écarts culturels et sociaux : ainsi la Finlande, l'Islande, la Corée du Sud corrigent-ils près de deux fois plus les inégalités sociales de départ qu'en France.

Le quatrième enseignement est lié au précédent : les systèmes scolaires les moins inégalitaires socialement sont aussi les plus efficaces. Les pays qui réduisent le plus inégalités sociales et culturelles sont pour la plupart démographiquement restreints, jouissent d'un niveau de vie élevé. Ce qui se comprend et rejoint l'expérience commune. Mais, à niveau de richesses et d'inégalités donné, les systèmes scolaires de différents pays enregistrent des résultats plus ou moins satisfaisants. Il y a donc des marges de manœuvre réelles.

Le cinquième enseignement confronte l'école aux résultats des élèves issus de l'immigration à qui l'on impute souvent les échecs de l'institution scolaire. En France, la proportion des élèves de 15 ans nés à l'étranger ou dont les parents sont nés à l'étranger dépasse les 10 %, un peu au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE. Or, les enquêtes ne montrent pas de corrélation positive, entre les proportions d'élèves issus de l'immigration et l'ampleur des écarts de performance entre eux et les élèves autochtones. Dans tous les pays, les résultats des élèves issus de l'immigration sont plus faibles que ceux des autochtones, mais meilleure est la réussite de ces derniers, meilleure est celle des immigrés – montrant ainsi l'importance de l'efficacité globale du système scolaire.

Le dernier chapitre concerne les genres où les différences ont longtemps été importantes. Là aussi justice et efficacité vont de pair. Plus les performances d'ensemble des systèmes scolaires sont

Plus les performances d'ensemble des systèmes scolaires sont bonnes, meilleurs sont les résultats détenus par les filles. Mais, en même temps, les garçons s'orientent plus que les filles vers des études scientifiques – même si leurs performances sont moindres... Pour les écarts entre les filles et les garçons, la France se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE.

bonnes, meilleurs sont les résultats détenus par les filles. Mais, en même temps, les garçons s'orientent plus que les filles vers des études scientifiques – même si leurs performances sont moindres... Pour les écarts entre les filles et les garçons, la France se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE.

En conclusion, les deux auteurs reviennent sur les destins scolaires des trois niveaux produits par le système scolaire français. Les élites françaises, qui se retrouvent dans les grandes écoles pour la plupart, sont trop étroites numériquement. Et elles ne s'investissent pas suffisamment dans la recherche. Les clivages corporatistes sont trop nombreux. Les élèves qui ne sont pas jugés « bons » à poursuivre dans l'enseignement général sont orientés, de manière souvent subie, vers l'enseignement professionnel, et, en particulier vers les formations tertiaires moins rémunérées que les filières industrielles. Les élèves en échec scolaire, enfin, sont trop nombreux, et ils sont les premiers à subir les effets du chômage. La France a assuré certes une hausse du niveau scolaire, ce qui a nourri son développement économique. Mais aujourd'hui, elle doit faire plus en instituant une véritable école unique, en développant des aides personnalisées qui ne soient pas un prétexte pour des ségrégations. Évidemment, l'action à mener déborde le cadre scolaire et concerne tout l'environnement de l'école. Le débat public doit donc s'ouvrir – et le plus rapidement sera le mieux.